

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 6 juin 2024

Zoom sur : L'OCDE exhorte les pays de la zone LATAM à poursuivre leurs efforts en matière de transparence fiscale.

Ce jeudi 30 mai, la cheffe du Secrétariat du Forum mondial de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), Zayda Manatta, a souligné l'importance pour les pays d'Amérique Latine de poursuivre leurs progrès en matière de transparence fiscale afin de lutter contre les flux financiers illicites. **Le « Rapport sur la transparence fiscale en Amérique Latine 2024 » indique des progrès tangibles dans la région ces dernières années.** Ces progrès se sont notamment traduits en 2018, par l'adhésion de tous les pays de la région, à l'exception du Honduras qui attend l'approbation de son Congrès, à la déclaration de *Punta del Este* qui vise à lutter contre les flux financiers illicites par l'intermédiaire d'une coopération internationale accrue. Ainsi, depuis 2018, les pays ont accès à des informations provenant de plus de 145 juridictions mondiales grâce à l'échange automatique d'informations. Ce système permet aux institutions financières de collecter des données sur les citoyens non-résidents et de les transmettre à leurs pays de résidence. L'exemple du Pérou signale une utilisation croissante de ces données, avec une augmentation de plus de 2000 % des demandes d'informations. Entre 2019 et 2023, ces systèmes d'échange d'informations ont généré au moins 862 MEUR (environ 934 MUSD) en revenus additionnels.

Cependant, Zayda Manatta a souligné tous les pays ne tirent pas encore pleinement parti de ce système : seulement 60 à 70 % des pays l'utilisent de manière optimale. La majorité des demandes émane de quatre pays, à savoir l'Argentine, la Colombie, le Pérou et le Mexique, laissant entrevoir un potentiel de croissance pour les autres pays. De plus, le Guatemala fait face à des défis importants et est le seul pays de la région avec une évaluation jugée "non conforme". Il a donc été noté qu'une assistance technique pourrait lui être fournie pour l'appuyer.

Les pays signataires de la Déclaration de *Punta del Este* se réunissent ce jeudi et vendredi à Carthagène, en Colombie, pour discuter des progrès accomplis et signer un accord visant à utiliser les informations échangées à d'autres fins, telles que la lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent, le terrorisme et les infractions douanières.

Bolivie

Chute des exportations de graines et de fèves de soja.

Les exportations de graines et de fèves de soja ont chuté de manière significative au premier trimestre de 2024, passant de 47 M USD à seulement 14 M USD, soit une baisse de 70%.

Cette baisse est attribuée aux conditions météorologiques défavorables, notamment une sécheresse sévère qui a entraîné une perte estimée à 800 000 tonnes de soja, ainsi qu'à la baisse des prix internationaux due à une surabondance de céréales sur le marché mondial. Cette situation a eu un impact négatif sur l'économie nationale, avec une baisse globale des exportations de 28 % par rapport à l'année précédente.

Colombie

A horizon 2100, le coût de la réforme des retraites devrait approximer 121% du PIB.

La décision finale sur la réforme des retraites sera rendue cette semaine par la Chambre des Représentants. Selon le vice-ministre technique des finances, Diego Alejandro Guevara, cette réforme sera coûteuse à long terme. Son coût total serait de 121% du PIB entre 2025 et 2100. Le système actuel aurait coûté, d'ici 2100, 88 % du PIB. Plus précisément, jusqu'en 2067, l'impact fiscal de la réforme proviendra principalement du pilier « solidarité » (réforme fondée sur quatre piliers : solidarité, semi-contributif, contributif, épargne volontaire). Puis, après 2067 et l'épuisement du fonds d'épargne du pilier contributif, l'impact budgétaire augmentera considérablement en raison des obligations de paiement des pensions. **Plus exactement, le Comité Autonome de la règle budgétaire (CARF), estime que le pilier solidarité coûtera annuellement 0,3% du PIB soit environ 4,8 Md USD.**

Le ministère des Finances affirme néanmoins que l'impact budgétaire net ne remet pas en question la soutenabilité financière de l'Etat, en tenant compte des contraintes budgétaires actuelles et projetées.

Le taux d'usure critiqué, car il générerait une « répression financière ». Il diminue en juin 2024, à 30,8 %.

La Superintendance financière a certifié un taux d'usure de 30,84 % pour juin 2024, en baisse de 0,69 pt% par rapport au mois précédent. Le taux d'intérêt bancaire courant pour le crédit à la consommation a également diminué ce mois-ci (20,56 % annuel effectif au mois de juin 2024). Cela représente une diminution de 46 points de base par rapport au taux de mai 2024.

Cette baisse était attendue par César Ferrari, surintendant financier de la Colombie, qui a expliqué cette semaine, en prenant comme référentiel les territoires asiatiques où le crédit représente environ 80% du PIB, que trop peu de crédits bancaires seraient accordés en Colombie (44% du PIB). Leur faible volume et l'allocation majoritaire du crédit vers la consommation (paralysant l'investissement et la production) sont présentés comme des conséquences de leur rôle néfaste.

La banque BBVA et l'IFC (groupe Banque mondiale) annoncent la première émission d'obligations pour la biodiversité du secteur financier.

BBVA Colombie et l'IFC (International Finance Corporation, Groupe Banque mondiale) ont annoncé la première émission mondiale d'obligations pour la biodiversité, d'un montant de 50 M USD. Ces fonds seront notamment utilisés pour financer des projets de reboisement, la conservation et la restauration des mangroves, et l'agriculture intelligente face au climat. Ce n'est pas la première action de la banque pour la préservation de l'environnement : En 2023, BBVA Colombie avait déjà alloué 3 Md COP (764 000 USD) à des initiatives de conservation environnementale (+40 % par rapport à 2022). De plus, en 2021, elle avait émis la première obligation « bleue » en Colombie pour mobiliser des ressources financières en faveur de la conservation des écosystèmes d'eau douce et côtiers.

L'exécution budgétaire a atteint 30% au mois de mai, selon le ministère des finances.

Le ministère des finances et du crédit public a remis ce mercredi le rapport de gestion budgétaire indiquant que 29,9 % du budget général de 2024 (503,2 Mds COP) a été exécuté en fonctionnement et en investissement. **Plus spécifiquement, ce rapport estime un engagement de 206,5 Mds COP, soit une augmentation de 19,5 % par rapport à la même période en 2023.** Ce niveau d'exécution est similaire à la moyenne des cinq derniers gouvernements au cours de leur deuxième année de mandat.

Les secteurs avec les plus hauts niveaux d'exécution d'investissement sont l'éducation (39 %), les mines et l'énergie (35 %), la science et la technologie (26 %), la santé et la protection sociale (25 %), l'égalité et l'équité (25 %), et le travail (22 %). À l'inverse, les secteurs ayant les niveaux les plus faibles d'exécution budgétaire sont les sports et loisirs (<7 %), la présidence de la République (<8 %), l'agriculture et le développement rural (11 %), les informations statistiques (12 %), et le travail (22 %).

Equateur

Le FMI approuve un nouveau programme de 4 Md USD.

Le *board* du FMI a approuvé le 31 mai dernier un accès exceptionnel (EFF) pour l'Equateur équivalent à 4 Md USD. **Ce nouveau programme qui s'étalera sur 48 mois a pour objectif de rétablir les équilibres budgétaires, macroéconomiques et financiers, tout en préservant les groupes les plus vulnérables de la population en renforçant les aides monétaires et en ciblant mieux les populations.** Le premier décaissement du FMI, de 1 Md USD, a eu lieu le 4 juin dernier et permettra au gouvernement, à court terme, de surmonter les tensions de liquidité et de se mettre à jour avec les gouvernements locaux et fournisseurs de l'Etat, avec lesquels d'importants arriérés ont été réalisés.

L'émission de « bons bleus » permettra la mise en place des premiers projets à la fin de cette année.

Un an après l'échange de dette contre nature (bons « bleus » émis permettant le rachat de 1,628 Md USD de bons souverains sur les marchés secondaires contre 656 M USD), qui permettent une allocation de 450 M USD fléchés à la conservation des Galápagos, les premiers projets sont annoncés. Ces fonds administrés par le *Galápagos Life Fund* (GLF), via une structure de gouvernance composée de cinq membres gouvernementaux et six membres privés, incluant des représentants de la communauté locale et d'organisations comme *Pew Bertarelli Ocean Legacy*, annoncent les premières subventions pour le dernier trimestre de 2024. Elles financeront des projets environnementaux et de développement durable, impliquant la biodiversité, des aspects sociaux, économiques, et climatiques, réalisés par des organisations et individus locaux.

Pérou

La Banque centrale va mettre en place une plateforme de paiements numériques basée sur le modèle indien.

Le président de la Banque centrale du Pérou (BCRP), Julio Velarde, en collaboration avec la *Reserve Bank of India* (RBI), a signé un accord avec la *National Payments Corporation of India* pour mettre en œuvre une plateforme de paiements numériques au Pérou, similaire à la plateforme *Unified Payments Interface* (UPI) qui est utilisée actuellement en Inde par plus de 410 millions de personnes et 340 millions de commerçants. L'interface UPI est un système de paiement fiable et en temps réel qui facilite les transactions interbancaires instantanées par le biais d'appareils mobiles. **En outre, cette nouvelle infrastructure jouera un rôle clé pour faciliter l'entrée de nouveaux acteurs dans l'écosystème péruvien, ce qui permettra d'offrir de nouveaux services de paiement accessibles à tous, en particulier à la population non-bancarisée du Pérou.**

Le commerce électronique devrait rapporter 13 Md USD d'ici à 2023.

Selon Helmut Cáceda, président de la Chambre Péruvienne du Commerce Electronique (Capece), après 13 années de croissance à deux chiffres, le commerce électronique enregistrera sa plus faible progression en 2023, avec une augmentation de 7 % pour atteindre 13 Md USD (4,6% du PIB). Malgré ce ralentissement, le commerce électronique a fait un bond au cours des quatre dernières années. À tel point qu'à la fin de 2023, cette industrie représentera 5,4 % du PIB, contre 2,4 % en 2019. Il rajoute qu'en 2023, 50 % des Péruviens avaient effectué des achats en ligne. Parmi eux, 30 % des acheteurs n'habitaient pas Lima, bien que leur fréquence et leur ticket d'achat soient beaucoup plus faibles que celles des habitants de la capitale.

Suriname

TotalEnergies lance la FID pour un grand projet pétrolier dans le Bloc 58.

Cette semaine, TotalEnergies, géant français de l'énergie, a initié son processus de prise de décision finale d'investissement (FID) concernant son important projet pétrolier dans le Bloc 58. La décision du géant devrait être finalisée au quatrième trimestre 2024. Plusieurs technologies, telles que l'injection alternée d'eau et de gaz (WAG) et la technologie sismique à nœuds de fond marin (OBN), seraient utilisées dans le cadre de ce projet pour augmenter les ressources récupérables de pétrole au Suriname (établies à 2,4 Mds de barils).

TotalEnergies est l'opérateur du Bloc 58 avec un intérêt de 50%, aux côtés de APA Corporation (USA, 50%). Staatsolie (société pétrolière nationale publique) pourrait rejoindre le projet avec jusqu'à 20% d'intérêt après la FID. Annand Jagesar, PDG de Staatsolie, a déjà exprimé sa satisfaction de pouvoir collaborer avec un partenaire de renommée mondiale pour maximiser les bénéfices pour le pays.

Venezuela

Le volume de pétrole exporté en mai était supérieur de 30 % à celui d'avril et de 7 % g.a. à celui du même mois de l'année précédente

Par ailleurs, selon, des données d'expédition de la société financière LSEG, **50 pétroliers ont quitté les eaux vénézuéliennes le mois dernier, transportant en moyenne 708 900 bpj de brut et de carburant, et 614 000 tonnes de produits pétrochimiques et pétroliers.** 250 000 bpj, ont été destinées à l'Asie, 205 000 bpj expédiés vers les États-Unis, par Chevron, 129 000 bpj ont été exportés vers l'Europe et 70 000 bpj vers Cuba.

L'inflation au Venezuela en mai 2024 a atteint 3,9 %, soit 78 % g.a.

L'Observatoire vénézuélien des finances (OVF), organisme indépendant de la Banque centrale (BCV), a informé que le taux d'inflation du mois de mai 2024 s'est établi à 3,9 %, soit une accélération par rapport à avril (2,9 %) soit 78 % en g.a. Les secteurs avec plus d'inflation : les services (7,2%), les services de communication (6,8%) et l'éducation (4,4%). **Cette accélération de l'inflation peut être liée à la fin de la General Licence 44 de l'OFAC qui permettait l'exportation de tout le pétrole vénézuélien.** L'expiration de la licence entraîne une baisse des entrées de devises et des recettes de l'Etat, et donc une pression sur l'inflation via un financement monétaire accru et plus difficilement stérilisé.

L'agence Reuters informe d'une possible négociation en faveur d'une pause dans la vente aux enchères des actions Citgo.

Des membres de l'opposition vénézuélienne et du conseil d'administration de la raffinerie *Citgo Petroleum* (actif de PDVSA aux Etats-Unis) ont tenu des réunions avec des fonctionnaires et des législateurs étatsuniens afin de mettre un terme à la vente aux enchères d'actions, ordonnée par un tribunal jusqu'à la fin de l'élection présidentielle. **Ces ventes aux enchères visent à rembourser 18 créanciers du Venezuela** (dont *Conoco Phillips, Koch Industries* et les sociétés minières *Crystallex, Rusoro* et *Gold Reserve*), qui

aspirent à recouvrer environ 21,3 Md USD de créances.

Néanmoins l'offre la plus élevée reçue lors du premier tour d'enchères n'a pas atteint les 8 Md USD, ce qui a incité les directeurs de surveillance de Citgo à présenter une autre option de paiement.

Les vols internationaux ont augmenté de 67 % depuis 2021 et le taux d'occupation des avions est en moyenne de 90 %.

La présidente de l'Association des compagnies aériennes du Venezuela (ALAV), **Marisela de Loaiza**, a déclaré que le secteur se développe avec l'incorporation de nouvelles fréquences en raison de l'augmentation de la demande et a informé qu'il existe actuellement 21 compagnies aériennes opérant dans le pays, dont 13 sont étrangères. Actuellement le Venezuela compte 294 vols internes hebdomadaires et 176 vols internationaux.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB prix courants (Mds USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
			2023	2024 p.			2022	Variation par rapport à 2021	
	2023	2024 e	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
Bolivie	12,1	49,3	2,5	1,6	-5,6	86,6	120	-2	4,8
Colombie	51,9	386,1	0,6	1,1	-3	54,4	91	-3	5,3
Equateur	18	121,6	2,3	0,1	0,9	n.a.	83	+12	1,5
Guyana	0,8	21,2	33	33,9	22,8	31,1	95	+13	3,5
Pérou	34,5	282,4	-0,6	2,5	-1,1	33	87	-3	2,4
Suriname	0,62	4,3	2,1	3	2,1	87,9	124	-25	14,2
Venezuela	29,7	102,3	-0,6	4,5	4,7	n.a.	119	+1	159,9
Argentine	45,6	604,3	-1,6	-2,8	0,9	86,2	48	-1	149,4
Brésil	204	2 331,3	2,9	2,2	-1,3	86,7	89	-2	3,79
Chili	19,6	333,77	0,2	2	-3,9	40,5	44	-2	3
Mexique	127,9	2 017	3,2	2,4	-0,7	55,5	77	+9	3,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Olympe MAHE

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr